Une vision britannique sur la campagne électorale française

Entretien avec Raymond Kuhn, professeur de science politique au Queen Mary (University of London), invité au CEVIPOF jusqu'en septembre 2017. Ses recherchent portent notamment sur la politique française contemporaine, et plus largement sous la Ve République.

Quel regard britannique portez-vous sur la campagne électorale française ?

Vue de Grande-Bretagne, la campagne est largement dominée par l'affaire Fillon. Les enjeux tels que l'emploi, la compétitivité économique nationale, les services publics sur lesquels il devrait y avoir débat, semblent peu abordés. Les britanniques s'interrogent également : après le Brexit et la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis, une victoire populiste est- elle possible en France ? Les médias britanniques parlent aussi beaucoup d'Emmanuel Macron, favori dans les sondages, et également très apprécié des Français du Royaume-Uni qui le comparent à Tony Blair dans les années 1990. Enfin, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon ne suscitent que peu d'intérêt au Royaume-uni.

Quel est votre point de vue sur la montée du Front national ? Quelle relation faites-vous avec le Brexit ?

Pour une personne extérieure à la France, ce qui frappe est combien le Front national incarné par Marine Le Pen est désormais très intégré dans le paysage politique français. Il est généralement admis que sa qualification au second tour de l'élection présidentielle est plus que probable, alors que celle de son père en 2002 fut considérée comme un séisme politique. Pourtant le Front national polarise l'opinion : beaucoup d'électeurs FN sont très fortement attachés au parti (non plus simplement par protestation), alors même que beaucoup de citoyens français continuent à le considérer avec crainte, soupçon et hostilité. Il existe bien sûr des similitudes dans les raisons de voter Brexit et FN, tels le rejet de la mondialisation, de l'immigration, de l'Union européenne, des élites et une crainte de « déclassement », mais il faut être prudent à ne pas faire d'analogies trop simples entre ces deux phénomènes. Les racines de l'extrême droite française remontent loin dans l'histoire du pays et sont politiquement incarnées depuis plus de quarante ans. Le FN est un parti politique qui est maintenant obligé d'avoir un programme politique sur des enjeux variés.
Le Brexit, en revanche, représente la victoire d'une coalition bien moins organisée de responsables politiques et de leurs sympathisants rassemblée autour de la question de l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne. Avec la victoire au référendum de 2016, leur objectif est atteint, mais il est difficile de voir ce qui pourrait désormais les maintenir ensemble en tant que force politique.

Quel bilan faites-vous du quinquennat de François Hollande ?

La décision de François Hollande de ne pas se présenter à un second mandat présidentiel, son manque de popularité dans les sondages, la victoire du frondeur Benoît Hamon lors de la primaire socialiste, les divisions du PS sur la question de savoir qui soutenir au premier tour de l'élection présidentielle, les propositions de réformes telles que les lois Macron et El Khomri (non soutenues, voire non comprises par les électeurs de gauche), un chômage élevé qui perdure, et les défaites du PS aux élections intermédiaires depuis 2012, sont autant d'éléments d'échec de ce quinquennat. De plus, François Hollande n'a pas su incarner le leadership présidentiel (à l'exception notable de la période post-attentats). Mais peut-être l'Histoire jugera-t-elle à l'avenir sa présidence de manière plus équilibrée. En effet, la France a évité la récession économique, elle continue à jouer son rôle de membre leader de l'Union européenne, elle a réussi à éviter certains des pires excès du néo-libéralisme anglo-américain et la qualité de ses services publics (même s'ils sont en déclin) reste de bon niveau en comparaison de plusieurs autres États membres. Par ailleurs, si François Hollande n'a

pas réussi à résoudre certains des problèmes structurels de la France, ses prédécesseurs n'ont pas fait mieux. C'est pourquoi je ne parlerais pas de son quinquennat comme d'un désastre cuisant, même si beaucoup, y compris d'anciens sympathisants, semblent le juger ainsi à l'heure actuelle.

Comment envisagez-vous cette élection présidentielle ?

Selon moi, Marine Le Pen sera présente au deuxième tour et j'ai toujours pensé que quel que soit son adversaire, celui-ci gagnerait au deuxième tour. J'en étais absolument certain jusqu'à récemment. Je continue à croire que ce sera le cas, mais je pense maintenant que l'avance de son adversaire sera faible. La période de deux semaines entre le premier et le deuxième tour des élections constitue un grand atout du système électoral français car cette période permet aux électeurs de respirer et de réfléchir avant leur vote définitif. Ni l'électorat britannique, en juin 2016, ni l'électorat américain, en novembre 2016, n'ont pu bénéficier d'une telle période de réflexion. J'espère que le peuple français profitera de cette période d'entre-deux tours pour réfléchir à la portée de sa décision et au message qu'une victoire de Marine Le Pen enverrait aux nombreux amis de la France en Europe et à travers le monde.